

La référente des Patriotes à l'agriculture échange avec des paysans mobilisés

87 min · Les Patriotes

Anne Marie Cousteau : Et bien bonsoir tout le monde. Je suis, bonsoir à nos auditeurs, bonsoir aux invités que je vais présenter tout de suite. Alors je suis Anne Marie Cousteau, référente des patriotes du Lot et référente nationale pour l'agriculture. Et ce soir, je vais faire une vidéo avec trois agriculteurs que j'ai invité et que je vous présenterai tout à l'heure. Mais d'abord, je vais vous présenter le thème de cette vidéo. En fait, c'est sur le marché européen de l'électricité. Alors pas sur l'électricité elle-même, parce que je vous précise que je n'ai aucune compétence dans ce domaine, mais sur les conséquences que ce marché européen de l'électricité a sur nos paysans. Voilà, et de plusieurs manières d'ailleurs. Donc, je précise également que je n'ai aucun conflit d'intérêt. Je ne suis pas rétribuée par EDF et encore moins par les sociétés privées qui implantent des éoliennes et du photovoltaïque dans nos campagnes. Donc, voilà, je ne suis pas non plus spécialiste de ce sujet. Et donc, je vais quand même présenter un petit peu ce marché européen de l'électricité pour savoir de quoi on parle. Et après, je donnerai la parole à mes trois invités. Alors, le premier, c'est Claude Paysan de Loire-Atlantique. Bonsoir Claude. Voilà, Claude est paysan et à même temps entrepreneur agricole. C'est à dire que bon, il a des machines et il travaille pour d'autres paysans qui en ont besoin. Mais il se présentera de manière plus précise tout à l'heure, quand il était juste avant de témoigner. Ensuite, nous avons Luc O'Fray. Ah oui, je n'ai pas dit le nom de famille, Claude Leblay et Luc O'Fray. Alors, Luc O'Fray, lui, il est des côtes d'armor. C'est un éleveur, un éleveur qui a été ruiné par justement les effets de ce marché. Ce qu'il va nous expliquer tout à l'heure. Et voilà, je le laisse se présenter également plus précisément tout à l'heure. Et donc, et bonsoir quand même, monsieur Ossé, bonsoir à l'émission. Et enfin, Laurent Mej qui est un auvergnat, qui est du Puy de Dormes. Éleveur lui aussi, et lui aussi, emprunt à des difficultés incroyables avec un peu les mêmes problèmes d'ailleurs que Luc. Voilà, bonsoir, Laurent. Bonsoir. Et bienvenue à tous les trois. Alors, je dois dire que j'ai invité ces trois paysans parce que je les trouve admirable. Et je trouve que ce sont des héros du quotidien dont on ne parle pas assez, des héros anonymes, même si deux d'entre eux parlent sur TikTok et sur YouTube pour Laurent. Mais malgré tout, bon, je trouve qu'on ne parle pas assez de tous ces paysans qui sont impactés par toutes ces mesures qui nous arrivent de l'Union européenne. Que ce soit, bon, actuellement le Mercosur, mais tous les traités de libre-échange qui ont fait baisser leurs revenus par une concurrence déloyale, que ce soit par des normes très nombreuses et complètement stupides qui leur font perdre du temps et qui leur gâchent leur quotidien, que ce soit de mille autres manières par des maladies dont on ne sait pas trop d'où elles viennent et qui les obligent à vacciner le bétail, que ce soit par des infrastructures de télécommunications et énergétiques qui leur empoisonnent la vie et qui, au final, les ruinent. Donc voilà, ce sont des héros anonymes qui résistent. Je dois rappeler quand même pour nos auditeurs qu'il y a deux paysans qui se suicident chaque jour. Et moi, il ne se passe pratiquement pas un jour sans que je pense à eux et que je leur rende hommage personnellement. Et donc c'est pour ça que ceux-là qui sont debout dans l'adversité, qui restent debout et qui luttent, et on voit bien qu'en ce moment ils luttent très bien, très vaillamment, je trouve qu'ils ont beaucoup de mérite. Voilà, et c'est pour ça que je suis vraiment ravie de les inviter ce soir pour leur rendre hommage à même temps. Alors nous allons parler de ce marché européen de l'électricité, mais pour cela il nous faut présenter très brièvement EDF, donc l'Electricité de France. C'est une entreprise nationale qui a été créée juste après la libération en 1946, le 8 avril 1946, par le gouvernement provisoire de la République française et son statut est un statut d'entreprise nationale,

plus exactement c'est un EPIC, c'est -à-dire un établissement public de l'industrie et du commerce. Alors c'est évidemment grâce à l'argent des contribuables, grâce au travail et à la sueur de dizaines de milliers d'ouvriers et à l'ingéniosité de techniciennes, d'ingénieurs et tout ça, que EDF avec tout son système de centrales hydroélectriques, de barrages, de transport de l'électricité, même d'usine marémotrice, a pu produire une énergie abondante et bon marché pour tous les Français, ce qui était le cas encore il n'y a pas si longtemps que ça. EDF a malgré tout été privatisée en 2004, une grande vague de privatisation, on se doute que c'est sous la pression européenne, elle reste cependant contrôlée à 100 % par l'État, parce qu'aucune entreprise privée ne voudrait prendre en charge les frais de son entretien, bien évidemment, mais si elle ne veut pas prendre en charge les frais de l'entretien, par contre elle veut le bien profiter des bénéfices que ça peut rapporter, de vendre l'électricité. Alors, sous la pression de l'Union européenne, vous savez que la doxa de l'Union européenne, c'est le libéralisme, le libéralisme économique qui oblige à l'ouverture, à la concurrence, c'est -à-dire que tout ce qui est public, tout ce qui est nationalisé, tout ce qui est d'État est très mal vu, et même considéré comme, comment dire, devant être détruit. C'est ainsi qu'on a détruit beaucoup d'entreprises nationales, et donc EDF n'a pas échappé à cette purge. Donc l'ouverture à la concurrence des marchés de l'énergie, c'est fait dans les années 90, une période où justement on a vu apparaître toutes ces mesures de privatisation de manière un peu plus nette, parce qu'il y en avait déjà eu dans les années 80, et c'est avec l'adoption d'une première directive européenne en 1996 concernant l'électricité, et qui a été suivie deux ans plus tard en 1998 par une autre directive pour le gaz. Et en 2014, le marché a été ouvert à de nombreux pays de l'Union européenne. Alors, arrivons-en à notre problématique. En 2011, cette ouverture à la concurrence a amené à l'instauration d'un dispositif qui s'appelle l'ARENE, l'ARENE, A -R -E -N -H, c'est -à-dire l'accès régulé à l'énergie nucléaire historique. C'est -à-dire que l'opérateur historique français, EDF, a été contraint de fournir de l'électricité à ses concurrents, et ceci a très barré. Le prix est actuellement à 42 euros le megawatt -heure, ce qui est vraiment un très bon marché. Ces entreprises, donc, existaient déjà, ces entreprises concurrentes, ou bien se sont créées pour l'occasion, attirées par la part du gain. C'était une véritable aubaine de pouvoir acheter de l'électricité à un tel prix, surtout qu'elles achètent l'électricité très bas, mais elles ne la produisent pas, et elles ne la produisent pas, puisque la production est faite par RTE, un réseau de transport de l'électricité. Donc tout ce qui coûte cher, ça reste pour le contribuable français, et par contre tout ce qui rapporte, c'est -à-dire la vente de l'énergie, c'est pour ces entreprises -là. Alors, les contribuables français, bien évidemment, comme je le disais tout à l'heure, contribuent depuis 75 ans maintenant à construire toutes ces infrastructures, ainsi que le travail des ouvriers, des ingénieurs, etc. Et malgré tout, cette ouverture à la concurrence, les Français se voient pénalisés, si vous voulez, et contraintes de renoncer aux bénéfices, parce que l'Union européenne prouve que c'est un avantage immérité, un avantage comparatif par rapport aux autres pays de l'Union européenne. Et voici comment il justifie cela. Ils disent qu'il faut éviter que D .F. ne profite d'une rante nucléaire, c'est comme cela qu'il l'appelle, bénéficiant d'investissements réalisés des décennies auparavant, contrairement aux entreprises concurrentes. Autrement dit, il nous reproche d'avoir investi là-dedans, et finalement, il faudrait qu'ils en profite, ils trouvent que ce n'est pas normal, que c'est illégitime que nous Français nous profitons de ce que nos parents et grands -parents ont construit dans les décennies précédentes. Voilà, c'est pour vous présenter un petit peu la logique européenne. Alors, suite à cela, donc D .F. est contrainte de livrer une part importante de son énergie à ces entreprises privées qui, elles, spéculent sur le marché. C'est -à-dire, elles spéculent sur ce qu'on appelle les marchés spot, c'est -à-dire le marché de court terme, et dès que le coût de l'électricité augmente, elles vendent, évidemment, elles font des profits mirobolants. Et tenez -vous bien, j'ai appris sur France Info il y a deux jours que l'Union européenne envisageait de les indemniser, parce que quand même, de temps en temps, évidemment, elles perdent, quand le prix de l'énergie est bas, ça leur arrive rarement, mais ça arrive, et donc il faudrait les indemniser pour

ces pertes. Voilà, c'est -à -dire qu'en fait, ils envisagent de nous faire payer, à nous tous contribuables, les pertes que ces entreprises concurrentes pourraient faire dans leurs spéculations. Et je dois également vous annoncer une autre nouvelle, tant qu'on y est, dans le cadre de la mise sous tutelle de la France et des économies, des budgets d'austérité qui nous sont imposés par l'Union européenne, eh bien, les Français vont devoir renoncer tout ce qui était fidèle à l'opérateur historique ADF et qui avait donc des tarifs réglementés. Eh bien, ils vont devoir renoncer à ces tarifs réglementés qu'ils avaient choisis pour que, justement, pour lisser leurs frais d'énergie, pour ne pas avoir des hausses, des baisses, des hausses, des baisses et des choses un peu visibles dans leur budget, eh bien, ils avaient choisi de le payer peut-être à peine un peu plus cher, mais d'avoir une énergie à coût constant, quoi. Eh bien non, ça, l'Union européenne ne le supportait pas et donc il est prévu qu'on nous enlève nos tarifs réglementés. Bon, voilà, donc je crois que vous avez compris un petit peu comment tout cela fonctionne. Je pense que beaucoup d'entre vous le savez déjà, mais il fallait l'expliquer pour nos auditeurs. Alors tout cela, bien évidemment, génère des coûts supplémentaires qui sont estimés à environ 28 milliards d'euros chaque année. 28 milliards d'euros payés par qui, vous vous en doutez. Et puis, de toute façon, la procédure de fixation des prix, elle est très complexe, elle est surtout très irrationnelle, car le marché de gros se base sur les prix de l'énergie la plus chère, c'est -à -dire en fait les centrales à gaz et les centrales à charbon de l'Allemagne. Pourquoi ? Parce que l'Allemagne, vous savez, qui s'est laissée entraîner dans une idéologie que je qualifierais de verdâtre, eh bien a renoncé à l'énergie nucléaire. Et évidemment, maintenant, elle trouve qu'elle est désavantagée par rapport à nous qui avons des centrales nucléaires. Et du coup, eh bien, elle a fait toutes ces pressions pour que nous nous renoncions aux avantages que nous aurions pu espérer du fait d'avoir notre opérateur historique, avec toutes nos centrales nucléaires. Voilà. Et la conséquence de tout ça, donc nous, les Français, sommes les dindons de la farce européenne, pour le plus grand profit de l'Allemagne, mais pour au détriment des clients, bien sûr, des contribuables que nous sommes, mais aussi toutes nos entreprises, parce que nos entreprises ont évidemment le même problème avec des factures d'énergie qui explosent. Alors ça a commencé par les artisans. Vous souvenez, on a beaucoup parlé de tous ces boulangers qui plient les boutiques. Mais après les artisans, il y a eu les TPE -PM. Après les TPE -PM, aujourd'hui, on apprend qu'il y a même les grandes entreprises, comme Michelin, comme, enfin, mon chum, c'est autre chose, mais comme Michelin, par exemple, qui sont obligées de licencier, de fermer des services, de les délocaliser, etc., etc. Donc voilà, c'est -à -dire, en fait, quand vous voulez affaiblir une nation, eh bien, vous vous attaquez à son énergie et vous détruisez son outil énergétique. Voilà. Donc aujourd'hui, on va donc parler des conséquences pour nos paysans, et nous en venons donc d'abord à ces paysans qui ont vu leur facture exploser, puisque certains ont même vu leur facture multipliée par 10. Et là, je me tourne vers Claude, qui, lui, a beaucoup à dire sur ce sujet. Claude, je vais te demander de te présenter un peu plus précisément que ce que j'ai fait tout à l'heure et puis de nous dire que tu n'as aucun conflit d'intérêt.

Bonsoir à tous. Claude Leblay, je suis dans le 44 à Concreux, Loire -Atlantique. Je commence ma première école depuis, ben, maintenant de nombreuses années, puisque mon père avait commencé en 1957 et repris la suite en 1993 avec un de mes frères à l'époque. Et maintenant, je me retrouve tout seul depuis 15 ans et agriculteur sur 80 hectares en bio, uniquement des productions de fourrage et puis de métailles, serralliers et de blé noir principalement. Donc moi, mon gros problème, c'était déjà vis -à -vis des salariés. Ça a été pendant des années, puisque je n'ai plus maintenant, depuis deux ans maintenant, je n'ai plus de salariés, je travaille tout seul. C'était les charges sociales, bien sûr, qu'il fallait assumer. Les charges de matériel, investissement, entretien, maintenance, qui représentent des sommes, surtout maintenant colossales, pour le peu qu'on en a maintenant. Et par là -dessus, c'est greffé, bien sûr, les factures énergétiques pour l'atelier. Donc un atelier de 700 mètres carrés, avec quelques outils d'atelier comme des lapidaires, des posses à soudé ou un quartier. Il y a un compresseur qui tourne de temps en temps. Évidemment, on y a

toujours besoin. Et j 'ai constaté au fil des années, surtout juste avant le Covid, 2019 -2020, l 'augmentation des factures. Je vous signale que pour ma part, je n 'ai jamais accepté le Linky depuis plus de 10 ans, 12 ans. D 'ailleurs, Marcel encore pour me l 'installer. J 'ai toujours refusé. Et puis, ça y est, je coupe un peu, mais c 'est pas grave. Donc j 'ai remarqué ces augmentations de facturation qui ont surtout commencé en 2019 -2020 et sont devenues exponentielles depuis un an, deux ans, trois ans. Donc ça, j 'avais compris que c 'était les conséquences, bien sûr, du marché européen, l 'énergie. Et puis, à partir de mai 2023, je me dis stop, ça suffit. Déjà, j 'avais des difficultés à payer mes factures EDF. C 'est toujours un contrat EDF qui est initial depuis la création de la SRL avec mon frère de l 'époque de 1993. Le contrat n 'a jamais été modifié ni changé pour ma part. Et donc, j 'arrivais à des factures à partir de mai, janvier 2023, mars tous les deux mois, des factures de 1600, 2000, 3000, parfois une chute de factures à 250, 300. Là, je comprenais pas. Les relevés de compteur étaient envoyés par SME, puisqu 'il n 'y avait plus de relevés. Donc j 'envoyais de temps en temps ces mafies qui se reoccupaient. Et puis donc, en mai 2023, j 'ai fini par contacter EDF à la direction commerciale de Grand Ouest de Nantes. Une conseillère me répond. Et je lui pose des questions pourquoi mes factures sont rendues à des prix aussi exorbitants. Évidemment, j 'avais pas de réponse en face. C 'était normal. Et puis voilà. Et j 'ai fini par lui demander à cette dame de m 'envoyer des responsables de la caisse régionale, de EDF, de la direction commerciale de EDF, de m 'envoyer des personnes pour venir m 'expliquer chez moi, devant mon compteur, pourquoi j 'ai des factures aussi exorbitantes. Évidemment, j 'avais pas de réponse. Il s 'en est suivi que moi, j 'ai adopté la fronde des factures. Donc j 'ai refusé de payer les factures. Évidemment, le harcèlement a commencé. Ça, je m 'y attendais. Et donc, je vous parle de l 'année 2023. Évidemment, juillet 2023, les menaces arrivaient par mail ou par SMS par Enelis, puisque c 'est Enelis qui est le distributeur pour EDF, comme j 'avais un contrat à EDF, pro.

Qu 'est -ce qui se passe ?

Anne Marie Cousteau : On est coupé là ? Il est coupé Claude

? Oui, il y a un problème de son côté. Vous

Anne Marie Cousteau : entendez ? Vous êtes toujours là

? Oui, je ne sais pas ce qui se passe. Vous

Anne Marie Cousteau : m 'entendez ? On t

'entend mais c

'est tout. Mets ton écran et tout. On t 'entend mais on

Anne Marie Cousteau : ne te voit plus.

Parce que le courant a coupé comme par hasard justement. Ah là là ! Peut -être que c 'est un gars qui est arrivé à couper là. C 'est pour ça. Je m 'occupe de lui. Mais je m 'en collègue qui est là, il va remettre le compteur. Il va renclencher. Après il ne vient pas. Ça va revenir, ne vous inquiétez pas. Dans la foulée. C 'est rigolo hein Laurent ? Ça m 'arrive souvent et j 'ai des coupures comme ça d 'un coup. Je ne comprends pas mais je manque d 'emperrage.

Anne Marie Cousteau : Remarque que tu peux continuer à parler même si on ne te voit pas. On a quitté mon téléphone ?

Ah ! Et je meurs en 30 secondes, ok ? Je vais remettre le courant. D

Anne Marie Cousteau : 'accord. Mon tatin ! Eh bien, ça promet d'être mouvementé. Bon, je vois qu'il avait mis son tee-shirt verte France. Je vais oublier de le mettre. Je ne l'ai pas

encore, c'est vrai.

Anne Marie Cousteau : Ah, verte France, ils ont tout compris. Il faut quitter l'Union Européenne si on veut sortir de ce marché européen de l'électricité. Eh bien voilà. La lumière est ?

Excuse-moi,

Anne Marie Cousteau : je me mets de l

'ambiance. Je ne peux pas

Anne Marie Cousteau : te revoir. Oui, oui, ça me met de l'ambiance.

Il n'y a plus rien. Donc, j'en étais où ? Je ne sais plus. Tu ne le crois pas. Oui, mes démarches que j'avais faites en téléphone au mois de mai.

Alors attendez, attendez, j'ai fait une pause technique pour voir si tout fonctionnait bien. Je vous dis juste quand on reprend. Là, je le fais pour moins d'une minute. Vous pouvez continuer à parler, mais pour l'instant, j'enregistre pas. J'ai compris.

Anne Marie Cousteau : Tu nous fais signe quand tu recommences. Oui, bien sûr.

Pose ton crayon, Claude. Comment ? Pose ton crayon, Claude. Mon crayon ? Oui. Mon bol aussi ? Non, mais ton crayon, tu le vires. À vos ordres. Non, c'est celle-là.

D'ailleurs, on voit les galettes Saint-Michel. On voit

Anne Marie Cousteau : le

département qui est mis à l'honneur.

Anne Marie Cousteau : Ah oui, les galettes Saint-Michel. C'est les seules biscuits que je mange, moi. Et encore, c

'est marqué sur la boîte Loire inférieure.

Anne Marie Cousteau : Et oui, 100 % français.

Exact, pour vous que ça dure. Et la Loire Atlantique n'est pas la Bretagne, faut bien le rappeler.

Les côtes d'Armor ne sont que la moitié de la Loire Atlantique. Tu es en 44, divisé par 2. Donc, tu n'es qu'une demi-portion de Breton, toi. Ah, t'es dur, là. Il faut, il faut. Il joue de folle.

Et 53, ça fait combien ?

Anne Marie Cousteau : Je ne sais plus. Ça fait deux fois et demi,

non ? Ok, vous pouvez reprendre.

Anne Marie Cousteau : C'est bon, Claude ?

Vous pouvez y aller.

Anne Marie Cousteau : Claude, tu peux reprendre. Mais il est figé, maintenant. Il est

figé, comme si... Ça y est, ça ne

Anne Marie Cousteau : va

plus. J 'avais plus rien.

Anne Marie Cousteau : Ça y est, tu peux reprendre.

Oui, tu peux y aller, Claude, vas -y.

Anne Marie Cousteau : Si tu n 'as pas perdu le fil.

Oui, donc j 'en étais à mes démarches d 'avoir uniquement téléphoné ADF et choisi de faire la fronte des factures. Évidemment, on s 'en est suivi rapidement d 'harcèlement par email, de rupture de fournitures d 'électricité. Ce qu 'ils ont essayé de faire par Nédis en juillet 2023, le 21 ou le 22, si vous me souvenez. Donc ils sont arrivés chez moi. Ils m 'avaient quand même averti quelques jours avant par SMS, me stipulant que ma présence pour venir couper le courant chez moi n 'était pas indispensable, évidemment. Et ce matin -là, quand ils sont arrivés, par chance, j 'étais là. Donc je les ai reçus, pas méchamment. Mais j 'ai juste fait l 'assomation qu 'ils pouvaient couper le courant, si vous voulez. D 'ailleurs, ils étaient à deux véhicules, dont une nacelle d 'un sous -traitant, qui n 'était pas Nédis, et un agent Nédis. Et donc je leur ai juste fait l 'assomation qu 'ils pouvaient couper le courant, mais que si moi, je m 'occupais d 'eux, ça allait se passer différemment. Donc ils sont repartis bien gentiment, évidemment. Malgré qu 'il y en avait un qui était un peu virulent avec moi, qui a voulu me commander chez moi, concrètement. Il fallait payer mes factures et tout, tralala. Je leur ai expliqué que ici, je suis chez moi, et c 'est pour eux qu 'ils vont décider à ma place de ce que j 'ai à faire chez moi, tout simplement. Après, j 'ai eu des relances, j 'ai eu des menaces. Bilan de l 'affaire sur 2023. Ils sont revenus en septembre 2023. Donc le même technicien avec une autre nacelle, mais Nédis, bleue. Et là, ça s 'est fini par leur offrir un café sur la fin pour leur faire comprendre qu 'ils étaient aussi dans le déni, à mon avis. Je leur ai expliqué qu 'ils travaillaient pour une boîte qui volait et se croquait la population. J 'aurais parlé comme ça. Et ils ont fini par abandonner, bien sûr. Donc ils sont venus à deux reprises pour me couper le courant. Ce qu 'on est suivi, que moi, sur l 'année 2023, j 'ai quand même acquitté une partie des factures qui, pour moi, correspondaient au montant à peu près annuel que je payais sur l 'exploitation de l 'entreprise de travail -école, sur mon atelier, ce qui est à dire 2 500 euros. Parce que c 'est qu 'un atelier de 600 mètres carrés, et puis je n 'ai pas d 'autres installations électriques que ça, de la part des néons et puis des postes à souder, une meuleuse et puis des meuleuses et puis un car cher. Donc j 'estimais que j 'étais tout à fait honnête vis -à -vis d 'eux par rapport à ce que je payais par le passé. Et s 'en est suivi donc une troisième visite au mois de mars 2024, le 20 mars exactement, le jour du printemps, où ils sont venus deux agents une et dix et deux gendarmes. Donc là, c 'était un peu plus... Là, j 'ai pas pris de gants, j 'ai pris ma chargeuse, mais comme j 'avais fait l 'autre fois, j 'ai pris ma chargeuse, une fois le tracteur, devant les véhicules, et puis j 'aurais bien fait comprendre que de toute façon, s 'ils couper le courant, évidemment, les véhicules finissaient en boîte de conserve sur la départementale à 200 mètres de chez moi. Donc ils sont aussi repartis sans aucun résultat positif pour eux. Et depuis, je ne suis plus client effectif de PDF, puisque 'en N10, m 'a envoyé un SMS le 27 septembre, pour me stipulant que mon contrat de fourniture d 'électricité sur le coffre PDL, je sais plus quel numéro, avait été résilié avec succès. Et n 'empêche que je continue à recevoir toujours les relances, évidemment. Et que, entre les temps, en mai 2024, j 'avais envoyé deux courriers recommandés via l 'inconditionnable, qui

m 'avait soutenu et qui me soutient encore sur ce truc -là, sur cette affaire -là, envoyé donc à la direction régionale, commerciale de EDF, d 'organiser une rencontre chez moi avec des responsables commerciaux, ce qu 'ils ont refusé au mois de juin 2024 par un conseiller en réclamation. Apparemment, c 'était une nouvelle profession chez eux, puisqu 'apparemment, de ce que m 'a dit le monsieur, ils ont beaucoup de réclamation, depuis déjà quelque temps, et me disant qu 'il faut payer les factures et que il n 'était pas possible d 'avoir une personne qui pouvait se déplacer de chez EDF pour venir m 'expliquer chez moi. Et même voir si mon compteur serait pas défectueux au niveau du comptage des kilowattheures. Donc, on a suivi aussi un courrier recommandé au mois de mai à madame Agnès Pagny -Renachet, mon secrétaire à l 'environnement, elle me semble, à l 'époque, et depuis aucune réponse non plus. Donc maintenant, à ce jour, ils me réclamaient sur l 'année 2023 11 800 euros précisément. Et à ce jour, je leur dois encore 15 800 euros jusqu 'à septembre, puisque maintenant je suis plus client chez eux. Et comme vous constatez, j 'appuie sur le bouton, j 'ai toujours la lumière, évidemment. Donc moi, mon refus, ça a été de payer des augmentations de plus de 300 à 350 % sur des montants de factures normaux qui étaient il y a 4 -5 ans. Voilà. Donc EDF m 'a même envoyé, enfin c 'est une hélice qui continue encore à m 'envoyer, bien sûr, des menaces et des relevés de compte. Ils m 'ont envoyé aussi une entreprise mandatée pour poser les linkies, une fois plus, donc en début septembre, pour me forcer à installer le linky. Cette boîte s 'appelle Link Elec Service dans le département 49. Et donc cette entreprise -là, c 'est une dame qui m 'a appelé, me stipulant que je devais faire installer le linky chez moi. Je lui ai répondu « Vous n 'avez pas le droit ». Elle me répond... Donc effectivement, ils ont le droit, donc sans mon consentement. Donc j 'ai refusé, bien sûr, évidemment. J 'ai fini par le dire parce que la colère a monté ce jour -là. J 'ai fini par dire à cette dame qu 'elle vient l 'amener, son compteur, et puis on verra dans quel état il va finir. Evidemment, elle n 'est pas venue. Et puis, elle a fini par me raccrocher au nez, tout simplement. Donc, c 'était même rendu à m 'envoyer encore une fois de plus, entre les temps, une entreprise mandatée, enfin prestataire de Enelis, pour me forcer à poser de l 'inky chez moi. Et cette dame -là, justement avant de me raccrocher au nez, m 'avait juste stipulé qu 'auparavant, mes factures étaient impactées tous les deux mois et que désormais, mes factures seraient impactées mensuellement. Voilà. Donc, c 'est là que je me suis mis un petit peu en colère, quand même. Bilan de l 'affaire, je suis toujours sous les menaces de DF. J 'ai encore reçu récemment un autre recommandé avec mon relevé de compte, me stipulant que la fourniture d 'électricité était enclenchée pour me rupture de fourniture d 'électricité. Donc, moi, je refuse tout simplement. Donc, je fais l 'apprendre. Les gens me soutiennent autour. Et depuis, donc, j 'ai mon compteur, qui est toujours l 'ancien compteur à plateau, je l 'ai barricadé avec des big -valueurs de foin et mis du matériel auprès de mon bâtiment pour empêcher l 'accès à NEDIS ou EDF d 'accéder à leur structure sur mon bâtiment, puisque mon compteur est sur mon terrain privé, à 7 ou 8 mètres de la route communale. Et moi, je trouve que c 'est une abomination de, comment dire, de harceler les gens comme ça, alors qu 'ils savent pertinemment que leurs factures sont abominables. Surtout, quand je vois la chronologie des factures sur une année, par moment, je vais avoir une facture à 40 et quelques euros. Et puis, celle d 'après qui arrive, elle arrive à 3000 euros. Elle est totalement... Il n 'y a pas de logique, en fin de compte. Donc, je me demande s 'ils savent vraiment ce qu 'ils facturent. Savent -ils ? Voilà. Donc, c 'est insupportable.

Anne Marie Cousteau : Et moi, je trouve que c 'est 15 800

euros qu 'il faut que je leur donne et que je leur donnerai jamais, quoi qu 'il arrive.

Anne Marie Cousteau : C 'est sûr que ce que tu racontes, c 'est complètement irrationnel. C 'est complètement injuste. De toute façon, ils n 'ont pas le droit de t 'obliger à prendre le linky. Et bon, voilà, en fait, le droit est de ton côté. Le problème, c 'est qu 'évidemment, après, on se retrouve tout seul. Et donc, c 'est important que tu sois entouré, qu 'il y ait beaucoup de gens qui puissent t

'assister, qui puissent être avec toi le pas échaïs. Ça nous donne une petite idée. Ça nous donne une petite idée des drames, parce que là, vous avez entendu le drame de Claude, mais des drames comme ça, il y en a des centaines, des milliers, chez des paysans français. Et en fait, c'est une des composantes de leur détresse, de la baisse de leurs revenus et du fait qu'ils se retrouvent souvent au bord de la faillite. C'est pour ça que c'est important que nous sachions tous cela. Ce marché européen de l'électricité, en fait, il n'y a pas d'autre solution pour y échapper que de sortir de l'Union européenne. Je crois que c'est vraiment...

Ce que je voulais surtout ajouter, c'est que c'est le refus de leur part de communiquer et d'essayer de trouver une solution. À part juste me dire, on peut vous faire un étalement, mais un étalement. Oui, mais justement,

Anne Marie Cousteau : c'est là qu'on voit le...

Ils savent très bien qu'en agriculture, nous sommes rendus dans des situations économiques qui sont catastrophiques. Ils le savent pertinemment, ils ne peuvent pas le nier. Mais ça, ce n'est pas leur problème. Eux, ils ont l'ordre de ramasser du pognon, c'est tout. En fin septembre, j'ai même reçu l'appel d'un commandant de gendarmerie de Saint-Obrion, la sous-préfecture du département, me proposant de la part de EDF, un rendez-vous dans un endroit neutre pour négocier les factures. Voilà, négocier et puis discuter de mon dossier. Mais EDF proposait, via la gendarmerie, de venir dans un endroit neutre en réunion pour négocier au niveau de mon dossier. Et depuis toujours rien ? Mais pas chez moi. Enfin, ça fait un mois, ça va faire un mois et demi maintenant, oui, largement. J'ai d'abord répondu à ce gendarme commandant de passer chez moi. Et déjà, parce qu'il a reconnu que il avait reçu ordre du sous-préfet de me contacter. J'ai resté très content avec lui. J'ai quand même expliqué tout ce que je ressentais au niveau du pays, au niveau agricole. J'essayais de lui faire, enfin, de lui communiquer tout le désarroi qu'on voit dans nos campagnes depuis tant d'années. Et puis, la disparition de l'agriculture familiale et de polyculture élevage qui est en train de disparaître au profit de l'agroindustrie, ça, je pense, il écoute. Après, il ne donne pas son avis, évidemment. Mais j'ai eu comme proposé de venir me rencontrer, puisque il n'est pas très loin, 40 kilomètres. Et puis, puisque il me fait la demande d'organiser un rendez-vous, j'ai d'abord, vous passez me voir, vous constatez dans quel contexte je me trouve et quels appareils électriques j'utilise sur mon entreprise pour qu'il puisse te rendre compte que j'ai quand même pas des appareils électriques qui vont consommer 15 000 euros d'électricité par an. Donc, depuis, maintenant, depuis, j'attends soit sa visite ou un contact téléphonique pour me dire je passe vous voir et après on organise un rendez-vous. Je ne suis pas contre le dialogue, au contraire. Mais d'abord, qui vient de me voir et on organise un rendez-vous. Tout

Anne Marie Cousteau : simplement. Ce problème du prix qui se répercute sur les factures, ce n'est pas tout. Nous ne sommes pas arrivés au bout de nos peines parce qu'il y a un deuxième volet dans cette histoire là. C'est que, en fait, l'énergie nucléaire, elle n'a pas été classée comme énergie verte. Elle n'a pas été classée comme énergie verte, malgré qu'elle n'émette pas de CO2, ce qui est pourtant le critère absolu pour tous ces écologistes et pour tous ces mondialistes qui veulent absolument nous faire réduire le CO2 et qui vont jusqu'à vouloir masquer les vaches. Donc, il faut savoir que si elle n'a pas été classée comme énergie verte, malgré une évidence physique, c'est grâce à l'intervention active de madame Dominique Voinet, qui était alors ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement et qui a eu le toupet de se vanter en 2000 d'avoir sabordé l'énergie nucléaire française. Vous avez bien entendu saborder l'énergie nucléaire française.

Une catastrophe.

Anne Marie Cousteau : Ça donne une petite idée. Donc, non seulement cette énergie n'a pas été classée comme énergie verte, mais en plus, elle n'a pas non plus été classée comme énergie renouvelable. Alors, il faut savoir que ça, c'est grâce aux bons offices de monsieur Jospin, Lionel Jospin, qui était alors chef du gouvernement et qui a mis fin au programme de recherche Superphénix. Vous savez, ce programme qui a été lancé depuis les années 70. Et c'était des recherches qui avaient été menées avec beaucoup de succès d'ailleurs par nos ingénieurs, nos chercheurs et tout ça. Et ils voulaient mettre au point un réacteur surgénérateur à neutron rapide, ce qu'on appelle le RNR. Et le programme était pratiquement arrivé au bout, c'est à dire qu'on aurait pu enfin profiter de cette nouveauté quand monsieur Lionel Jospin a décidé en 1997 d'y mettre fin. Or, ce programme -là permettait de, disons, qu'il ouvrait la voie à une possibilité d'utiliser les déchets nucléaires pour les recycler dans la production. Et donc, en quelque sorte, ça faisait une production, comment dire, une production circulaire. Et donc, le problème de l'approvisionnement en uranium était pas résolu à 100%, mais en grande partie en tout cas. Et donc, on avait là, c'est pour ça qu'on l'appelait Superphénix, vous savez, le phénix est l'animal mythique là qui est renaît de ses cendres. Et bien, donc, le projet Superphénix a été abandonné, a été abandonné par monsieur Jospin parce qu'il voulait faire cette concession -là toujours à nos chers avers, verdâtres, pour avoir leur alliance, pour former une alliance de gouvernement. Vous voyez un petit peu à quoi on a sacrifié, à quoi... on a sacrifié pour en arriver là. Et donc, le résultat, c'est que l'énergie nucléaire n'est ni verte ni renouvelable. Et donc, eh bien, EDF, en vertu de cela, se voit obligé, obligé, contrainte par l'Union européenne, en vertu du marché européen de l'électricité, de consacrer d'ici à 2030, une part considérable, c'est -à -dire 42 % de sa production, de son parc énergétique aux énergies renouvelables de substitution, c'est -à -dire en fait l'éolien et les centrales électriques à énergie solaire, autrement dit, le photovoltaïque. Du coup, des dizaines d'entreprises fleurissent dans ce secteur et font leur chou gras sur l'affaiblissement de la filière nucléaire. Dans notre région, là, dans le Lot, on voit l'Ecosse du Cercle, le magnifique parc régional d'Ecosse du Cercle, et qui est menacé d'être entièrement recouvert ou presque par des immenses étendues de photovoltaïques. Ça commence par une superficie moyenne, et puis après, il y a des extensions, des extensions de plus en plus, tout le long de la ligne haute tension de raccordement. Et puis voilà, et puis au final, il y en a partout. Voilà. Et la

bataille du Corrèze.

Anne Marie Cousteau : Et oui, bien sûr. Alors oui, oui, il est prévu d'abattre justement, tu as raison, 2000 arbres dans un premier temps pour mettre tout ça. Et alors, évidemment, on vous dit que les bruyères pourront pêcher dessous. Mais enfin, bon, on va voir ce qu'en pensent Luc et Laurent, parce que un autre problème, c'est qu'on n'est pas arrivé au goût de nos peines. Comme l'énergie électrique n'est pas stockable, EDF est obligé de baisser sa production d'énergie nucléaire pour introduire l'énergie des 1200 éoliennes qu'on a introduites dans le réseau. Donc, le fait de devoir arrêter les réacteurs, les redémarrer, etc. Eh bien, M. Henri Proglio, qui est l'ex PDG d'EDF, a témoigné que, en fait, c'était un travail considérable qui coûte 28 milliards d'euros. Alors, additionné aux 22 milliards d'euros, là, pour livrer l'énergie à ses concurrents à bas prix, donc 22 plus 28, ça nous fait au total 50 milliards d'euros de perte sèche pour notre opérateur historique. Et il est évident que cette perte sèche, ça se répercute sur les clients. Vous vous en doutez. Pour comble, EDF est obligé d'acheter le megawatt d'énergie éolienne parce qu'elle achète l'énergie à ses compagnies privées qui sont responsables du parc éolien. Donc, elle leur achète l'énergie à 91 euros. 91 euros comparé avec les 42 euros auxquels elle vend son électricité aux entreprises privées dont j'ai parlé tout à l'heure. Mais elle ne peut même pas, elle ne peut même pas revendre cette énergie -là sur le marché parce que ce rôle de revente revient à l'État. Donc, tout est vraiment fait pour revenir à EDF. Et donc, il ne faut pas s'étonner après ça que EDF se retourne contre les clients, d'autant plus qu'on a dû mettre des cadres aussi qui se montrent inflexibles et qui sont dans cette ligne -là. Peut-être

pas tous, mais une partie. Et alors, le pire, parce que tout ça ne suffisait pas, c'est que chaque année que ce quota de 42 % d'énergie renouvelable qui doit être versé dans l'énergie totale n'est pas atteint, eh bien, la France est sanctionnée. Elle est sanctionnée sous forme d'amende. Par exemple, en 2023, la France s'est vue infliger une amende de 500 millions d'euros. 500 millions d'euros pour ne pas avoir respecté ce quota qui devait être, je crois, de 23 % à l'époque, puisque 42 % c'est pour 2030, et qui n'était arrivé qu'à 19 %. Donc, voyez, ces amendes, c'est pareil, on ne nous en parle jamais dans les ministres, mais n'empêche qu'il faut quand même les payer et le contribuable est là pour payer. C'est ça. Il n'avait pas atteint les 19 % de son parc énergétique en énergie renouvelable, au lieu des 23 exigés par l'Union européenne. En conclusion, on peut dire que les revenus des DF sont plombés par ce marché européen de l'électricité. Et comme elle a tout de même des frais fixes pour l'entretien de ses centrales, de son parc nucléaire, eh bien, elle est obligée de répercuter ses surcoûts sur les clients. Voilà. Alors, non seulement cette situation, et bien évidemment, génère ce qu'on vient de voir avec Claude, des surfacturations incroyables, mais en plus, tous ces parcs d'éolien qui sont installés, ces parcs photovoltaïques, ont un autre inconvénient, c'est celui des ondes électromagnétiques que cela génère tout autour. Et puis, ça s'accompagne aussi de transformateurs géants. En fait, voilà. Et tout ça, ça a un impact. Et c'est pour ça que j'ai invité deux agriculteurs, deux éleveurs pour en parler aujourd'hui. Ça a un impact sur les troupeaux, parce que malheureusement, ces éoliennes sont toujours implantées à proximité des élevages, des installations d'élevage. Et du coup, les troupeaux connaissent des effets secondaires. Donc, vous allez m'en parler. Je vais demander à Luc, d'abord, de nous parler de son cas personnel et ce qu'il a constaté. Alors, je vais te demander de te présenter d'abord et de me dire que tu n'as pas de conflits d'intérêt ou que tu en as peut

-être. Bonsoir tout le monde. Merci pour l'invitation et l'interview. Donc, non, je n'ai pas de conflits d'intérêt. Moi, je m'appelle Luc Ofrey. Je suis agriculteur dans l'école d'Armor. Sur une petite commune. Donc, depuis le 22 octobre, il y a un an, je n'ai plus d'animaux. Je faisais des taurillons, c'est-à-dire des taureaux de moins de 24 mois pour les engraisser et pour qu'ils partent à l'abattoir. Et je n'en ai plus depuis le 22 octobre, il y a un an, justement, parce que sinon, au mois de février, je serais ruiné. Et donc, j'ai préféré me séparer de toute la production après 12 ans d'élevage, parce qu'à proximité de mon exploitation, j'ai un poste source de 63 000 volts et ce poste source là envoie des ondes électromagnétiques sur mon élevage comme plus de 30 000 l'exploitation en France. À l'heure actuelle, certainement 40, 50 000, peut-être. Et ça fait que d'augmenter avec le développement exponentiel des infrastructures de télécommunication et d'énergie, les éoliennes, les antennes relais, etc. Et donc, moi, j'ai préféré arrêter comme je disais, parce que sinon, je serais ruiné à l'heure actuelle. Et je suis en procédure judiciaire depuis six ans contre Enedis. Donc, c'est un combat, c'est un gros combat, c'est lourd. Moi, j'ai, en 12 ans d'installation, 13 ans d'installation, je ne me suis fait absolument plus de salaire. Je me suis payé 7, 8 000 euros de salaire, mais pas par an, sur les 12, 13 ans d'installation. Je ne sais pas comment je fais pour tenir. Et puis, je ne suis pas absolument le cas là. C'est de la ténacité. Il faut bien qu'ils sachent que je ne me laisserai pas faire. J'irai jusqu'au bout de toute façon, parce que ce qu'ils essayent de faire, comme à chaque fois, c'est de pourrir la situation en faisant traîner les choses pour que les agriculteurs abandonnent leurs procédures et puis qu'ils abandonnent tout. Donc, comme je disais, on est plus de 30 000 à être impactés, certainement 40 ou 50 000. Et dans les 30 ans à venir, vu comment ça se développe, on sera certainement plus de 150 000. Et n'importe comment, on est voué à la ruine. Alors, au début, je sais comment c'est. On ne veut pas perdre son outil de production. Donc, ce qu'on fait, on se bat, on fait venir des géobiologues, dans un premier temps. Les géobiologues, malheureusement. Alors, ils trouvent ce qu'il se passe dans la... quasiment à chaque fois, ils trouvent ce qui se passe. Ils mettent des dispositifs. Ça coûte cher. Mais au final, les dispositifs qui sont mis en place, eh ben, ils s'imprègnent de mauvaises énergies. Et puis, en trois, quatre jours, les installations mises en place ne marchent plus, malheureusement. Sauf dans de très rares cas. Je

dirais que sur 100 %, je dirais que non. Il n'y a même pas 5 % des cas où les dispositifs qu'ils mettent en place, ils marchent. De toute façon, au fur et à mesure de l'augmentation de la puissance des infrastructures ou de l'augmentation du passage de la G4 à la G5, tous ces dispositifs -là se gorgent d'énergie négative et ne marchent plus au bout d'un moment. Donc, à part d'avoir vraiment un coup de chance et puis que ça marche tout le temps, donc tant mieux pour eux. Mais il faut savoir que, comment... On essaye de se battre, de se battre, de se battre, mais petit à petit, de toute façon, il n'y a pas de production de viande, il n'y a pas de production de lait. il n'y a pas de production d'ufs, il n'y a pas de production de lait, ça fait que de baisser parce que au fur et à mesure, comme je le disais, la puissance augmente et les consommations d'eau des animaux n'est pas haute. Moi je prends mon exemple normalement mes vaches par rapport à ce que je leur donnais, elles auraient dû boire par jour quotidiennement 50 -60 litres à peu près, elles n'en buvaient que 20 -25 litres, alors ce qui fait qu'au lieu de faire des résultats techniques des prises de poids journalières de 2 kg voire plus de 2 kg, elles n'en prenaient dans le pire des cas que 400 grammes. Donc arrivé à un moment en dessous de 20 -25 litres de consommation d'eau sur une certaine période, les animaux commencent à mourir et j'en ai eu un petit peu mais pas encore énormément, c'est tout le temps de trop mais j'en ai eu un petit peu mais énormément et il y en a d'autres, ils ont perdu leur totalité de leurs troupeaux, je pense à Stéphanie Bechek, à Frédéric Salgue, Laurent vous en parlera tout à l'heure, et à Didier Potiron, il y en a plein, on est énormément, le problème qu'il y a c'est que les agriculteurs, le monde agricole est taiseux, ils ne parlent pas de leurs hontes, ils ont honte, ils ont peur que les voisins disent que c'est eux qui sont responsables de ce qui leur arrive alors que c'est faux, ça vient de l'extérieur, c'est les antennes de lait, les lignes électriques etc. C'est une catastrophe, moi je ne sais pas ce qui va se passer dans les mois qui viennent, j'espère, j'ose espérer qu'un scandale va exploser parce que non seulement il y a les agriculteurs mais en plus de ça il y a les particuliers, il y a des clusters de cancers pédiatriques partout en France, il y a des malformations pédiatriques partout en France à cause de ça, tout est caché, il y a un exemple c'est à Saint -Pazan, alors en 2015 il y a eu un rapport de l'Anne -Cesse qui disait oui il y a un lien de causalité entre le cluster de cancers pédiatriques à Saint -Pazan et le parc éolien voisin, en 2020 ou 2021 nouveau rapport de l'Anne -Cesse sous la pression des Nédis et de l'État, ce rapport là disait non il n'y a aucun lien de causalité mais c'est absolument faux parce que dans le Haut -Forez à 2200 mètres il y a un poste source Nédis comme j'ai à côté de chez moi, il y a un cluster de cancers pédiatriques aussi et sur 2200 mètres d'altitude de dénivelé il n'y a aucun produit de traitement c'est que du pâturage donc à Saint -Pazan ils ont essayé de faire croire ou ils sont encore en train de faire croire que c'est dû au produit de traitement mais c'est absolument faux quand on voit ce qui se passe dans le Haut -Forez mais il n'y a pas que dans le Haut -Forez, il y a en Éloir, à Marseille, à Lyon, enfin partout en France c'est une catastrophe mais c'est bien caché par nos gouvernants et nos élus, la FNSEA y compris avec les chambres d'agriculture, la FNSEA c'est absolument le problème j'en ai contacté plusieurs à chaque fois c'est oui oui oui oui comme qui s'appelle Rousseau le cher président de la FNSEA que j'ai rencontré on a rencontré à Rennes à 5 -6 agriculteurs je l'ai filmé alors j'ai filmé toute la discussion on lui a parlé parce qu'un an avant où se passe à Rennes aussi on en avait déjà parlé on en reparle là il fait parler tout doucement et tout bas pour que ça s'entende le moins de possible ce qu'il dit alors plutôt que de prendre ses responsabilités il les fuit totalement parce qu'il dit comme ça quand il y aura le nouveau ministre de l'agriculture faudra lui en parler ouais mais sauf que l'ancien ministre de l'agriculture on l'a rencontré deux fois c'était au Spas -Arenne aussi il y a un an et demi et au sommet de l'élevage à Courmont il y a un an et demi aussi et des tables rondes à quatre agriculteurs il y avait Laurent qui était là à quatre agriculteurs pendant dix minutes, 20 minutes même chose même résultat on va s'occuper de vous et on attend pour vous à part un failli questionnaire qui a été totalement pipé par les chambres d'agriculture encore eux qui sont dirigées par la FNSEA faut bien mettre l'accent et le point sur les i c'est la FNSEA qui est responsable en grosse majorité de ce qui se passe parce que ce problème là c

'est un scandale sanitaire majeur qui est mis tout en bas de la quille alors comme Claude tout à l'heure il y a ce problème là il y en a plein d'autres mais ça va être je sais pas j'ai dit une connerie mais sur l'ensemble de la France c'est déjà énorme c'est des gros mais ça va être 5000 agriculteurs qui vont être dans le même cas il va y avoir d'autres problèmes économiques pour ceci pour cela bah ils vont être 1000, 2000, 3000 ça va être un an un ensemble de cas mais sauf que c'est le plus gros dossier qu'il y a mais ça rapporte tellement de milliards faut surtout pas que ça se fasse parce que sinon ils vont être ruinés si on veut mais il va falloir que ça sache c'est pire que le sang contaminé, pire que la viande, pire que tout c'est un dossier qui est énorme énorme parce qu'il n'y a pas que les agriculteurs moi avec toutes les vidéos que je fais, oui

Anne Marie Cousteau : excuse -moi Luc je vais être obligée de te couper parce qu'on a déjà dépassé plus d'une heure et j'ai d'autres questions encore à vous poser et il faut que je te interroge aussi Laurent donc je suis désolée je crois que tu as en gros dit l'essentiel je crois

on

Anne Marie Cousteau : a pu voir l'ampleur du drame quand même et surtout et surtout tu nous a expliqué que bon il y avait en gros 30 000 ce sont des projections je crois que tu as fait à partir des formulaires qui ont été renvoyés par des paysans au chambre de commerce mais tous les paysans ne l'ont pas eu ce n'est qu'un petit échantillon de paysans qui l'ont eu et du coup en faisant des projections tu as calculé que en gros ça ferait 30 000 paysans qui seraient impactés d'ici très peu de temps donc c'est vraiment un problème majeur il va falloir arrêter mais arrêter vraiment cette folie des éoliennes parce que ça a des conséquences comme tu le dis qui sont dramatiques sur la santé des animaux mais également des humains quoi voilà et bien écoute je te remercie beaucoup Luc donc je me tourne maintenant vers Laurent qui a eu un problème à peu près similaire donc Laurent est bien est ce que tu peux nous raconter ton et bien ton comment ça s'est passé ton histoire à toi je te demanderai d'être un petit peu plus bref parce que après j'aurais encore à t'interroger sur d'autres conséquences je te remercie excuse moi je vous limite le temps j'aurais aimé vous écouter pendant des heures et nos auditeurs très certainement aussi mais malheureusement nous sommes quand même pris le temps voilà alors on t'écoute

bonsoir merci pour cette émission moi je suis installé depuis 95 bon mon père si j'ai repris la suite de mes parents on va dire en bref j'avais mon père avait 120 mille litres de quota moi je me suis installé en 2000 en gaêque avec ma mère parce que mon père est prêt la retraite donc on a passé de 120 mille à 300 mille litres ça marchait comme sur des roulettes ma femme s'est installée en 2007 donc ma mère est prise la retraite donc on a eu 100 mille on a passé de 300 on a passé à 400 mille litres donc on a rénové une ancienne grange à côté de chez mes parents pour être prêt d'exploitation on a eu un parc éolien qui s'est monté à 949 mètres de notre exploitation donc ils sont mis donc les travaux ont commencé en 2015 2016 mois de juin sont mis à tourner là on a eu des pertes on a commencé à voir des pertes d'animaux assez important donc donc j'appelais vétérinaire on a fait des prises de ça en service vétérinaire total donc ils ont rien trouvé donc j'ai traité mon vétérinaire devant rien j'ai changé de vétérinaire ils ont dit bon on a fait les prises de ça en sont peut-être mal faites il faut recommencer on a recommencé ils ont encore rien trouvé donc je lui dis vous êtes des tous des bons rien il y a un gros problème donc pas de problème sanitaire sur l'exploitation là j'ai commencé à perdre donc la première année j'ai perdu 40 bêtes là en 2016 2017 j'en ai perdu 70 le service vétérinaire le DSV ils ont jamais bougé le petit doigt parce qu'ils savaient d'où venait le problème il y a su berger une journaliste qui m'a interrogé sur ce problème et elle m'a dit vous êtes en contrebas des éoliennes donc c'est vrai je suis en contrebas je suis en zone humide et ils ont toutes les exploitations qui sont en dessous les éoliennes sont impactés et là j'ai fait des analyses plus approfondies avec laboratoire toxines donc là on a trouvé des choses et aujourd'hui aucun

vétérinaire veut le prouver laboratoire il a voulu aller présenter ses résultats au sénat il s'est fait fermer son laboratoire donc là aujourd'hui les plus rien. Donc je suis allé voir le ministre de l'Agriculture avec Luc, tout, plusieurs fois, à Rennes. Et on est retourné cette année, je suis retourné à Rennes. Donc il avait une formation avec le GPSE. Donc moi le GPSE est venu sur mon exploitation en 2000. Donc il devait résoudre tous les problèmes, sauf ces décrevures, on va dire. Moi quand ils ont fait le rapport sur les éoliennes, ils étaient dans manches. Donc aujourd'hui, mon rapport est carrément nul parce qu'ils ont arrêté les éoliennes pendant une semaine tant qu'ils ont fait les expertises. Donc aujourd'hui, les éoliennes ne gênent pas parce qu'elles ne tournaient pas. Il faut savoir qu'une éolienne s'y fasse, donc du courant continu, du courant alternatif. Ce qui se passe sur l'exploitation, c'est que dès qu'il y a des mainteneurs sur les éoliennes, il renvoie le jus au sol. Et là, c'est les 4 ans. Donc là, c'est mortalité. Le pire que j'ai vu, c'est 9 le même jour. Et ça conduit tout le jour. Donc moi, j'ai changé de métier, on va dire. J'ai repassé mon code, j'ai passé mon permis pour l'eau et je roule un camion. Et au 31 décembre, j'aurais pu le baisse. Justement, c

Anne Marie Cousteau : 'est là -dessus que je voulais t'interroger parce qu'évidemment, tous ceux -là qui mettent nos éleveurs à terre, qui déciment leurs troupeaux et qui font qu'ils se retrouvent sans revenu ou avec un revenu marginal, bien ça les oblige dans beaucoup de cas à se reconverter dans d'autres métiers. Et c'est justement ce que le PSN Pâques, c'est -à -dire c'est la réplique des textes de la Pâques, eh bien il est prévu que nos agriculteurs qui n'arriveraient pas sur le mouvement devraient se reconverter. Alors évidemment, il précise même dans quel domaine, c'est ce dont on se doutait dans le tourisme. Voilà, il faut que la France devienne un pays à tourisme. Donc, on dit le tourisme vert, c'est très bien, c'est joli. Oui, bien sûr, c'est vrai, ça peut fournir un complément de revenu d'avoir un gîte rural. Ici, on en voit beaucoup dans notre département. Vers l'élevage équin non agricole, c'est -à -dire les chevaux non agriculteurs. Donc, tout ça, c'est prévu. C'est prévu de mettre à l'écart nos agriculteurs, de les empêcher de pratiquer leur métier, de les empêcher de... Voilà, et c'est pour ça que je voulais justement ton témoignage, parce que toi, tu fais partie de ces agriculteurs qui ont été obligés de se reconverter. Et j'aimerais que tu nous expliques un petit peu comment tu fais, comment ça s'est passé pour toi.

Ben, ça a été très dur. C'était très dur parce que bon, j'avais des factures à payer. Donc, moi, je suis ruiné entre tous les humains. Je suis ruiné. Oui, excuse -moi. Ma ferme est invendable. Moi, j'ai mis ma ferme en range. Alors, justement, attends,

Anne Marie Cousteau : je te coupe, je te coupe, Laurent, excuse -moi. Peux -tu nous expliquer justement comment tu as été obligé de te reconverter et on parlera après de notre problème?

Eh ben, vu que j'avais plus de revenus, vu que j'avais plus de revenus, je voulais un travail extérieur, extérieur, mais pas fermé. On va dire, je ne voulais pas rentrer dans une usine. J'aimais pas du tout conduire, mais pas du tout. Quand je partais en vacances ou très peu ou quand je l'ai clairement, c'était ma femme qui conduisait. Et après, je voulais voir Stéphane le Vehec. Je voulais voir d'autres exploitations qui avaient le même problème parce que j'ai dit, c'est peut-être moi que je suis un mauvais éleveur ou... Donc, je voulais voir d'autres. Donc, tout le monde m'a dit, il ne faut pas aller voir les autres parce que ça va te mettre le cafard. J'ai dit, il faut voir ce qui se passe chez les autres, voir si c'est pareil que chez moi, si on a les mêmes problèmes. Et de là, j'ai dit, tant pis, je vais prendre la route. J'ai repassé mon code et j'ai dit, je vais conduire le camion. Donc, je travaille, on va dire, deux semaines du matin et deux semaines du soir. Et ça

Anne Marie Cousteau : te pose des problèmes parce que tu as quand même encore des vaches. Et donc, quand tu travailles du matin...

Donc, moi, j'avais un gros problème de sommeil, on va dire. Depuis que j'ai les éoliennes, je dors 2

-3 heures par nuit. J 'arrive à tenir 48 heures sans dormir. Donc, moi, j 'ai un grillage anti -ondes sur mon lit parce que sinon, je ne dors pas. Et depuis quelques temps, j 'ai des cartes Métratron parce que moi, je suis hyper sensible au courant magnétique et même en roulant, je peux vous dire qu 'à 2 km, il y a une antenne dans les. Je suis hyper sensible. Je trouve tout. Je n 'ai pas de baguette, ni rien. Je trouve tout. C

Anne Marie Cousteau : 'est terrible. Oui, oui, oui. Donc,

les cartes Métratron, bon, on va dire, c 'est efficace. Donc, on a voulu mettre des cartes sur les vaches et ça marche pas. On n 'a pas de résultat.

Anne Marie Cousteau : Excuse -moi, Laurent, on ne va pas rentrer dans les solutions parce qu 'on y est de jusqu 'à demain. Mais bon, effectivement, tu es un cas parmi beaucoup de ces paysans qui sont obligés d 'avoir une seconde activité à côté de la leur ou parfois même carrément de se reconverter à 100 %. Donc, ça montre à quel point c 'est terrible parce que bon, on était quand même un grand pays agricole. On avait plein d 'exploitation. On arrivait à nourrir toute la population en France et maintenant, on se retrouve avec des agriculteurs, certains qui se suicident, d 'autres qui sont obligés de changer de métier, d 'autres qui sont en déprime. Vous êtes tous les trois un exemple de tout cela, mais il nous faut encore envisager une des conséquences ultimes de tout cela parce que chaque fois qu 'il y a un agriculteur comme ça qui est ruiné, se pose le problème. Ensuite, est -ce qu 'il va pouvoir garder sa ferme ? Est -ce qu 'il va pouvoir garder ses terres ? Et ça, c 'est dramatique parce que les terres, il les tient de ses parents, parfois de ses grands -parents et son à la famille depuis des générations. Et puis, bon, c 'est important quand même pour la France que nous gardions nos terres. Or, justement, ce que vous m 'expliquez autant l 'un que l 'autre, Luc et toi, c 'est que le fait d 'être à proximité des éoliennes, les terres se dévalorisent. Et donc, même quand vous cherchez au moins à vendre votre terre, à l 'exploitation, ce qui est déjà un véritable drame pour un paysan, eh bien, vous vous rendez compte que ces terres sont dévalorisées. Ce qui se passe, c 'est qu 'on essaie de pousser nos agriculteurs à vendre leurs terres. Je reviendrai vers toi, Luc, tout à l 'heure, mais j 'aimerais que Claude nous explique ce qu 'il a appris par rapport à la safaire sur ce problème des terres. Normalement, la safaire, elle est là quand même. C 'est un organisme qui a été créé pour contrôler que l 'usage des terres reste toujours un usage agricole quand ça ne soit pas... Voilà. Et donc, tu m 'avais dit, il y a un service qui a été créé à la safaire pour désindéter les paysans.

Oui, donc j 'ai le cas pour un client qui est sur une commune voisine qui est en difficulté financière, donc en redressement judiciaire depuis juillet 2020, je crois, 2021, de trois ans maintenant, je crois. Et donc, pour s 'en sortir, la safaire lui a proposé de vendre une partie de ses terres, une quarantaine d 'hectares à peu près, une exploitation qu 'il avait rachetée pour son fils. Il pourrait révoluer un peu. Il y a quinze années, 17 ans, donc il finissait l 'emprunt sur ces terres -là, sur ce foncier -là. Et donc, la safaire lui a proposé un service qui est mis en place à la safaire pour faire la transaction avec des investisseurs qui ne sont pas agriculteurs. Et donc, il revend ses terres à ses investisseurs via la safaire et ensuite les relou pour une durée presque indéterminée, tu comprends

Anne Marie Cousteau : ? Voilà, c 'est -à -dire qu 'en fait, l 'agriculteur, il était propriétaire, il se retrouve fermier sur ces terres, il se retrouve locataire de ces terres. Il a

financé une fois 15 -20 ans, il a pu payer et puis pour boucher ses trous financiers de trésorerie, pour remonter son redressement judiciaire, est obligé de vendre ses terres via la safaire à des financiers inconnus puisqu 'il est venu même pas. Voilà, c

Anne Marie Cousteau : 'est bien ça le gros problème et c 'est bien pour ça que je voulais que on ne se quitte pas sans avoir parlé de ce problème parce qu 'en fait, il semblerait que dans certaines

régions, notamment dans le latin des fermes aient été vendues à la Chine et puis on connaît tous l'exemple de l'Ukraine où les paysans ont été progressivement expropriés et finalement les terres ont fini entre les mains de fonds de pension comme Blackrock. Les meilleures terres d'Ukraine ont été vendues à Blackrock qui possède aujourd'hui, je crois, entre 30 et 50 % des meilleures terres ukrainiennes, le Cernosium. Voilà donc en France évidemment. c'est le même processus.

Marie, juste pour l'histoire du service de la s'affaire qui gère les reventes de foncier, de régulateurs qui sont en difficulté. J'avais juste dit à mon ancien client, il m'avait parlé de cette histoire, mais j'ai dit, la rigueur, si tu vends, après le financier peut te remettre les terres en système de location vente, et au fur et à mesure qu'il rembourse, qu'il repaye son fermage, il récupère sa terre. Tu comprends

Anne Marie Cousteau : ? Oui, d'accord, mais pour ça, il faut qu'il dégaîne. Pour le

niveau de la s'affaire, pour lui, c'est impossible. Bien sûr, parce que... Il a vendu les terres, il pourra plus jamais en récupérer, ils ne seront plus allés. Voilà,

Anne Marie Cousteau : c'est ça, c'est exactement ça. Donc en fait, c'est un système d'expropriation des terres, c'est -à-dire qu'un organisme qui est...

Et de décapitalisation de ses capitaux. Pardon ? De décapitalisation de son exploitation.

Anne Marie Cousteau : Oui, oui, mais bien entendu, bien entendu. Mais moi, oui, bien sûr, mais moi, je voyais ça d'un point de vue des terres, puisque c'est quand même dramatique, parce que là, ce sont les premiers... Je ne sais pas si c'est généralisé ou si c'est quelque cas par-ci par-là, mais quand même, en général, quand on commence comme ça, ça se termine par une exploitation de plus en plus importante, pardon, une expropriation de plus en plus importante. Et bon, il ne faudrait pas que la France se retrouve comme l'Ukraine, un pays, une espèce de colonie qui n'a même plus de terres et qui doit travailler pour des grandes entreprises transnationales étrangères. Voilà, donc en fait...

Pour le procès agricole.

Anne Marie Cousteau : Voilà, c'est ça. Et quand les paysans veulent vendre leurs terres, ils se rendent compte que leur terre est dévalorisée pour une raison x ou y, et notamment par la proximité de ces éoliennes, de ces antennes 5G, etc. Et donc, on peut se poser la question, est-ce que ce n'est pas encore une autre arme contre nos agriculteurs que l'Union européenne est en train de déployer ? Et je crois que tu me parlais, Luc, justement, d'une évaluation, je crois, de la valeur de tes terres que tu avais fait faire et que, en fait, ce n'était même pas la moitié de la valeur qu'elle va réellement. C'est bien ça. C'est pas Luc ? C'est pas Luc

? Non, c'était moi.

Anne Marie Cousteau : Ah, c'était toi, Laurent

? Oui.

Anne Marie Cousteau : Oh pardon, excuse -moi. Excuse -moi, c'est pour ça que Luc n'a pas compris ma question tout à l'heure. Excuse -moi, je me suis mélangé les pinceaux, là. Moi, j

'ai mis... Bon, quand j'ai eu mes problèmes, là, avant, j'ai voulu vendre ma ferme. Moi, j'ai deux maisons. J'ai deux maisons, j'ai 70 hectares autour des bâtiments. J'ai deux grosses tabulations, une qui tient à 70 vaches la terre et j'ai un autre bâtiment qui fait 75 mètres de long par trente. Et

après, j 'ai un autre bâtiment où je mets des maisons de hygiéniste. Et quand j 'ai mis... Quand la safari est venue estimer tous les terrains et les bâtiments, moi, je pensais 400 000 euros. C 'est encore ces données, 400 000, parce que ça valait au moins 900 000 ou 1 million d 'euros. Ils m 'ont proposé 160 000 euros. Ça vous jette pas le trou de l 'évanche. Je leur ai posé la question. Je leur ai posé la question. Je dis pourquoi vous mettez ce prix? Donc, ils disent déjà à cause des éoliennes. Donc, je dis, mais il faut nous le marquer, North -Saint -Blanc, que c 'est à cause des éoliennes. Et ils me disent c 'est invendable. Donc, vous parlez de la ruralité, du tourisme. Nous, tous ceux qui ont fait les gîtes, là, les gîtes de France, ils ont fait une lettre comme quoi les gîtes approchent des éoliennes et trouvent moins de tourisme qui viennent dormir dans ces gîtes. Parce que quand vous avez des moulins à vin, moi, je vais vous dire, je suis à 949 mètres de ma maison, elles sont 949 mètres de ma maison, les éoliennes. À 4 heures du matin, on parle pour les morts, assis sur le toilette. Vous les entendez tourner. Ça fait un bruit.

Anne Marie Cousteau : Oui, je me souviens, tu m 'avais dit.

Un bruit, mais donc là, nous, pour le moment, on en a 6. Et là, ils nous en rajoutent 15 qui seront plus près encore. La plus proche, ce sera 648 mètres de ma maison. Moi, je vais t 'entourer. Mais c 'est

Anne Marie Cousteau : légal, c 'est légal, des distances comme ça

? Oui, c 'est légal. La distance la plus proche, c 'est 500 mètres. Et encore nous, les premières, c 'est des 100 mètres. C 'est des 100 mètres. Et les derniers, c 'est celles qui sont en train de poser, qui ont commencé les travaux là, qui coûtent une blinde. Au savoir qu 'une éolienne coûte un million d 'euros. Donc là, il faut se dire que si elles sont sur du terrain privé, c 'est le démanté de marre, c 'est la charge de l 'agriculteur, du propriétaire. Et que là, il y en a qui n 'ont pas compris. Comme je dis, ça ne paiera pas tout. Ils touchent 1500 euros par an pendant 25 ans. Donc ça fait 84 000 euros qu 'ils vont toucher sur 25 ans. Sachant qu 'au bout de 25 ans, elle est morte, il faut la renouveler. Et pour démanteler une éolienne, il faut 400 000 euros. Donc l 'héritage, ça sera aux enfants, aux petits -enfants.

Anne Marie Cousteau : C 'est ça. Donc oui, oui, non, mais c 'est sûr que là... C 'est

énorme. Mais aujourd 'hui, comme moi, je demande juste qu 'ils me remboursent mes emprunts, mes indemnités. Moi, je demande pas beaucoup, je demande 200 000 euros. Quand je vois que là, ils ont attaqué les travaux chez moi, ils roulent quand même entre 4000 et 5000 tonnes de pierre Ça fait à peu près 50 jours qu 'ils roulent ça. Sachant que la tonne, départ de carrière, coûte 13 euros. Donc ça fait déjà 52 000 euros de pierre jour, multiplié par 50 jours. Ils n 'ont pas fini parce qu 'ils n 'ont même pas fait la moitié des chemins encore. Eh bien, ça fait 270 millions d 'euros. C 'est énorme.

Anne Marie Cousteau : C 'est énorme, oui, effectivement. Et

pour détruire toutes les exploitations, aujourd 'hui, mon exploitation, même les plus mordus qui cherchent du terrain, ils n 'en veulent pas. Aujourd 'hui, tout le monde a peur. Mais comme j 'ai dit, l 'histoire des éoliennes, des antennes relais, de tout ce bordel, c 'est la même chose que sans contaminer et que la miente. Dans dix ans, ça va se savoir. Tout à fait. Et ça sera trop tard.

Anne Marie Cousteau : Voilà, c 'est pour ça que votre action, c 'est pour ça que votre action, tous les deux, là, elle est vraiment très, très importante. Elle est capitale, quoi, parce que c 'est un scandale qu 'il faut dénoncer et qui plutôt on l 'arrêtera et moins il y aura de dégâts.

Il faut savoir, aujourd 'hui, moi, je dis qu 'il y a une exploitation sur 10 qui est impactée. Et dans cinq

ans, c'est pas dans dix ans, c'est dans cinq ans, il y aura neuf sur 10. Il n'y aura plus personne. Il y a l'agriculture française et fini. Il faut se finir. Eh

Anne Marie Cousteau : bien, écoutez, bon, on ne terminait pas sur une note très gai. Tout ça, ce n'est pas pour désespérer.

Je peux rajouter quelque chose?

Anne Marie Cousteau : Vas -y, vas

-y, Luc. C'est juste pour nous, c'est pour nous aider dans ce combat. C'est pour tous les auditeurs et tous les agriculteurs qui vont nous entendre et qui se sentent impactés ou qui sont impactés. C'est pour faire que ce scandale expose le plus vite possible parce qu'il ne va pas tarder à exploser. Il faut continuer de mettre la pression. Il y a des procès qui commencent à être gagnés. Il y en a trois derniers moments, deux qui ont été gagnés contre Nédis en deux mois et un contre RTE. Et donc, moi, j'appelle tout le monde, tous ceux qui se sentent impactés, les particuliers et les agriculteurs, à faire des vidéos sur les réseaux. Vous n'êtes pas obligé de montrer votre visage. Vous filmez un paysage et vous racontez votre histoire. Mais faites des vidéos. C'est par la médiatisation et le juridique que ça va passer et que ce scandale va exploser. Et plus on va être nombreux à le faire, à mettre la pression, plus vite il va exploser. Donc, je vous invite à faire des vidéos sur ce sujet.

Anne Marie Cousteau : Eh bien, merci, Luc. Voilà un message d'espoir. Je te remercie pour avoir lancé cet appel. Effectivement, on ne peut pas rester quand même sur une note de désespoir parce que votre combat, vous, il mérite, il mérite quand même d'être bon, d'apporter quelque chose et d'être couronné de succès. Et puis surtout, l'enjeu, il est capital. L'enjeu, c'est toute notre paysannerie qui risque de disparaître entre ce problème là, ces implantations d'éoliennes qui se multiplient partout. Et puis pour le photovoltaïque, je suppose que c'est à peine mieux. On n'a pas ici de témoignages, mais bon, je suppose que c'est à peu près du même genre. Et puis bon, entre ça, le Mercosur, tout le reste. Bon, voilà. Donc ça, c'est gravissime. Il faut vraiment absolument, absolument sauver notre paysannerie, nos exploitations familiales, puisque c'est ça qui est visé en premier lieu. Eh bien, bon, je rappellerai que le programme des patriotes, il est quand même justement de mettre un point d'arrêt à tous ces programmes d'énergie dites renouvelables, là. De d'arrêter les implantations d'éoliennes. Et puis, chaque fois que cela est possible de les désinstaller, même si c'est un très, très gros travail, puisque le socle, ben comme l'a dit notre ami Laurent, c'est des tonnes et des tonnes de béton. Bon, mais enfin, impossible n'est pas français. Et puis, quand il y a un gouvernement patriote, eh bien, on fait tout, tout ce qui est nécessaire parce qu'on a l'énergie, on veut défendre notre paysannerie. Et donc, voilà, donc mettre un coup d'arrêt pour toutes ces énergies prétendument renouvelables, relancer notre parc d'électricité nucléaire et puis surtout faire en sorte que tous nos paysans qui ont été ruinés par toutes ces horreurs, eh bien, soient indemnisés, qu'ils soient financés de manière à pouvoir redémarrer leur exploitation, pouvoir installer des jeunes aussi. Enfin, tout ça, c'est prévu dans le programme des patriotes. Et bon, nous lançons ce soir un message d'espoir, mais surtout, surtout, il faut que l'information circule. Et bon, tous les auditeurs qui auront entendu cette émission auront compris à quel point c'est dramatique, puisque ça a des répercussions sur la vie déjà. Voilà, c'est une chose et de le lire comme ça dans des articles, de l'entendre dire dans des, dans des, comment dire, dans des... Mais une autre chose, c'est de voir les gens quand ils le racontent. C'est vraiment, c'est vraiment très, comment dire, bouleversant. Donc, je crois que les gens, il faudra qu'ils, les Français, qu'ils se mobilisent pour essayer de faire connaître ces choses là de manière à y mettre fin le plus rapidement possible. Et puis, qui je crois aussi à faire savoir que les patriotes, nous, nous sommes pour la sortie de l'Union européenne, puisque tous ces malheurs qui accablent nos paysans, en fait, ils nous viennent de l'Union

européenne, comme nous l'avons démontré ce soir. Voilà, que ce soit ça ou que ce soit sur d'autres sujets, les traités de libre échange, que ce soit bon, tout le reste. Voilà, on ne va pas revenir là-dessus. Eh bien, écoutez, je vous remercie infiniment, tous les trois, pour votre participation et d'avoir été présents, d'avoir eu la... Oui, oui, Claude, tu demandes la parole, vas -y. Je

voulais juste ajouter une petite chose suite à Luc, qui incite les gens à faire des vidéos pour exposer leurs problèmes de nuisance vis -à -vis du renouvelable. Elles viennent, panneaux scolaires, enfin tout ce qu'on veut. Moi, vis -à -vis des factures EDF, je voudrais faire que les gens comprennent aussi qu'il faut qu'ils se rebellent, qu'ils n'acceptent pas non plus de payer des surplus de factures d'énergie abominables, comme ils le font, et se dire en même temps que quand on paye des surfacturations d'énergie électrique ou gaz, on contribue à favoriser les implantations d'éoliennes et de renouvelables qui font partie de l'escolier du GIEC. Donc, quelque part, refuser de payer des surfacturations d'énergie, c'est refuser aussi la surimplantation de renouvelables qu'on nous impose. Tout

Anne Marie Cousteau : à fait, parce que tout ce tiers, en fait, c'est un système, c'est un système qui est bien calculé, qui est bien ficelé, on va dire. C'est comme un

communiquant, de l'un à l'autre, ils prennent l'argent de l'accoté pour l'investir dans les poches, pour investir sur autre chose. Tout à fait, c'est bien pour ça. Le GIE ramasse le dividende.

Anne Marie Cousteau : Voilà, c'est ça. Et c'est bien pour ça que je vous ai invité tous les trois, parce que votre témoignage se complète là. Et en fait, votre témoignage à tous les trois, il nous amène à comprendre qu'en fait, tout ça, ça vient de l'Union européenne et que la seule solution pour sauver notre paysannerie, c'est de quitter cette Union européenne, qui est complètement mortifère, quoi, en fait. Et puis même l'Union européenne a quand même déclaré qu'elle voulait détruire les troupes. Elle l'a dit carrément, même deux tiers du troupeau bovins à l'étang pour la helée. Et c'était 35 % et 30 % pour la viande, je crois, ou l'inverse. Enfin, c'est des chiffres, c'est des pourcentages à peu près comme ça. Donc, ils l'ont eux -mêmes déclaré, quoi. Ils ont commencé à le faire parce qu'en ce moment, en ce moment même où nous parlons, au Pays -Bas, ils sont en train d'imposer l'abattage de deux tiers du cheptel bovins. En ce moment même là, il y a des agriculteurs qui ne comprennent pas. Parce que bon, on a eu il y a quelques temps la révolte des fermes industrielles au Pays -Bas. Mais là aujourd'hui, ils s'attaquent même à des petits exploitants, des exploitants familiaux, quoi. Voilà, des exploitations familiales. Donc, on voit bien qu'il y a une intention délibérée de détruire les levages d'Ottawa qui est visée en premier. Et il

faut... Ça caperait tout le foncier agricole.

Anne Marie Cousteau : C'est ça. Il faut tout le monde défendre ça parce que sinon, la France va se retrouver thermondisée, quoi, sans élevage, sans agriculture. Mais bon, écoutez, je crois que l'actualité vous montre qu'il y a de l'espoir puisque bon, il y a des paysans qui se sont soulevés, qui sont en révolte, qui occupent des points stratégiques, qui veulent aller... Nous espérons qu'ils iront jusqu'au bout parce que bon, ben voilà, on est à un point de bascule là, en ce moment quand même. Les idées sont en train de basculer au niveau mondial et donc il faudrait qu'on fasse la même chose en France. C'est -à -dire qu'on renonce à ce mondialisme et qu'on se lance dans le patriotisme. Voilà, c'est le grand bon en avant, mais c'est la seule solution, quoi.

C'est la seule solution. T'inquiètes pas, on va pas rester les bras croisés.

Anne Marie Cousteau : Je sais bien, Claude. Je sais, je sais. Bon, ben écoutez, en tout cas, je vous remercie tous les trois. Je vous souhaite beaucoup de courage dans des situations extrêmement

difficiles. Mais bon, en ce moment, c 'est quand même une période où nous sommes autorisés à avoir quelques espoirs sur l 'avenir. Donc voilà, merci encore pour votre participation. Merci pour tout et bon courage à vous pour la suite. Merci beaucoup. Merci beaucoup. Allez, bonne soirée. Bonsoir, bonne soirée.

Bonne soirée. À une

Anne Marie Cousteau : prochaine fois, peut -être. Parce qu 'on fera peut -être une autre vidéo sur d 'autres thèmes.

La France nous sauvera, on va se battre.

Anne Marie Cousteau : Bravo, Claude.